

Référendum déposé contre l'ouverture dominicale

Travail ► Avec plus de 8000 signatures, les syndicats et la gauche dénoncent une attaque contre les droits des travailleurs-ses du commerce.

La bataille est lancée. Mercredi, un comité unitaire composé de syndicats et de partis de gauche a officiellement déposé un référendum contre une récente décision du Grand Conseil, qui autorise deux dimanches d'ouverture supplémentaires des magasins par année. Le tout, sans obligation d'une convention collective de travail (CCT) élargie. Le texte a récolté près de 8100 signatures, soit le double du minimum requis. Pour Davide De Filippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), ce chiffre envoie «un signal

fort de la population sur la nécessité de protéger les travailleurs et les travailleuses». Il dénonce une tentative de passage en force d'une droite «qui ne veut pas négocier de CCT pour le secteur».

Yan Giroud, responsable des secteurs industrie et tertiaire pour le syndicat Unia, souligne que la mobilisation contre le projet a rassemblé bien au-delà de ce seul secteur. «Le référendum a rencontré un grand succès auprès de la population et des petits commerces, mais aussi des professions satellites comme les nettoyeurs ou les livreurs, qui subissent déjà une pression constante.»

Gabriela Bakalovic, militante à l'Union populaire, voit dans ce projet un nouvel avantage accordé aux grandes enseignes. «Ce sont les actionnaires

et patrons des grands groupes qui en profitent, pendant que les conditions de travail se détériorent. Et encore une fois, ce sont les femmes qui trinquent.» Selon Unia, quelque 18 000 personnes travaillent dans la vente de détail à Genève, dont une majorité de femmes à temps partiel et à bas salaire.

Pour Jocelyne Haller, militante d'Ensemble à gauche, cette nouvelle offensive patronale est une provocation. «Les gens sont lassés par l'arrogance du patronat. Ils reviennent à la charge après plusieurs refus populaires. Assez! La population ne veut pas de cette dérégulation du travail.» Même son de cloche du côté de Pierre Eckert, député vert au Grand Conseil, qui rappelle que le peuple s'est

déjà exprimé à plusieurs reprises. «C'est la quatrième ou cinquième fois qu'on vote sur ce sujet. Et il est toujours aussi faux de dire que ces ouvertures permettront de concurrencer efficacement la vente en ligne.»

Enfin, Florian Schweri, conseiller municipal socialiste en Ville de Genève, fustige l'attitude de la droite. «Ils méprisent le partenariat social en refusant toute négociation. Ce sont les mêmes qui veulent s'attaquer au salaire minimum cantonal. Leur hypocrisie est battue en brèche par le nombre impressionnant de signatures récoltées.»

La population genevoise tranchera donc une nouvelle fois dans les urnes, le 30 novembre.

LOUIS VILADENT